



Cette infolettre présente quelques initiatives menées par les gouvernements membres du Conseil des ministres sur la francophonie canadienne (CMFC) entre août 2025 et juin 2026. Ces initiatives leur ont permis d'appuyer leurs communautés francophones et acadiennes.

Les ministres du CMFC se rencontrent cette année à Winnipeg les 25 et 26 juin.

Winnipeg 2026

**Célébrons
la francophonie**
au cœur du Canada



**Let's Celebrate
the Francophonie**
at the Heart of Canada

Le CMFC, créé en 1994, est le seul forum intergouvernemental qui regroupe les ministres responsables de la francophonie canadienne. Il travaille pour une francophonie inclusive et dynamique qui contribue et participe pleinement à l'essor de la société canadienne.

Gouvernement du Canada

Faire progresser les langues officielles

Le gouvernement du Canada poursuit son travail de mise en œuvre de la *Loi sur les langues officielles* modernisée et lancera au printemps ses consultations pour le prochain Plan d'action sur les langues officielles.

Le projet de règlement sur les sanctions administratives pécuniaires en vertu de la *Loi sur les langues officielles* a été publié dans la Gazette du Canada, Partie I, le 7 mars 2026. Ce règlement donne à la commissaire aux langues officielles un outil supplémentaire pour favoriser la conformité de certaines entités du secteur des transports qui sont assujetties à la *Loi sur les langues officielles* et qui offrent des services aux voyageurs, quant à leurs obligations en matière de communications et de services au public.

L'avant-projet de règlement sur la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* a été déposé au Parlement en décembre 2025. Celui-ci établit un cadre commun afin d'assurer une mise en œuvre cohérente des engagements fédéraux envers les communautés de langue officielle en situation minoritaire, la promotion des deux langues officielles et la protection du français. Il prévoit également des mesures favorisant l'inclusion de clauses linguistiques dans les accords avec les provinces et territoires.

En avril 2026, le gouvernement a déposé au Parlement l'avant-projet de règlement sur l'usage du français au sein des entreprises privées de compétence fédérale, qui précise les modalités de mise en œuvre de la nouvelle *Loi sur l'usage du français au sein des entreprises privées de*

compétence fédérale. Cette loi, qui entrera en vigueur en même temps que son règlement, établit le droit des consommateurs de recevoir des services en français et le droit des employés de travailler en français, d'abord au Québec, puis dans certaines régions à forte présence francophone deux ans plus tard.

La publication des deux derniers projets dans la Gazette du Canada, Partie I lancera les consultations publiques précédant leur adoption finale.

De façon parallèle, le gouvernement s'apprête à lancer les consultations sur le prochain Plan d'action 2028-2033. Un questionnaire sera disponible en ligne et près d'une vingtaine de tables rondes à travers le pays sera organisée, ainsi qu'une série d'échanges thématiques virtuels. Ces discussions porteront sur des enjeux clés comme le rétablissement du poids démographique des francophones, la protection du français, la main-d'œuvre et le développement économique. Elles s'attarderont aussi à de nouveaux enjeux tels que le logement, l'innovation, la transformation numérique ou encore l'intelligence artificielle.

Le Sommet de la Francophonie en 2028 au Canada sera une occasion de faire rayonner la francophonie canadienne à travers le pays et à l'étranger. Sa préparation et son succès reposeront sur une collaboration étroite avec les provinces et les territoires, dont l'apport sera essentiel pour mettre en valeur toute la diversité et la vitalité de la francophonie canadienne. ■

Ontario

Le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien

La francophonie est une composante essentielle de l'identité ontarienne et un levier important pour le dynamisme de la province. L'Ontario continue d'investir dans sa communauté francophone, en lui donnant les moyens de réaliser son potentiel et de prospérer au sein de la province, comme à l'international.

L'Ontario dispose de deux leviers complémentaires : la Stratégie ontarienne pour les services en français et la Stratégie de développement économique francophone de l'Ontario. Le gouvernement ontarien poursuit ses efforts pour améliorer l'accès à des services provinciaux de qualité en français, notamment par la mise en œuvre du cadre législatif modernisé, l'élargissement des régions désignées et le renforcement du principe de l'offre active.

Le gouvernement de l'Ontario appuie aussi le développement d'une main-d'œuvre bilingue qualifiée, soutient l'entrepreneuriat francophone et la croissance d'entreprises francophones avec des investissements ciblés et divers programmes de financement.

Au cours de la dernière année, l'Ontario a investi plus d'un million de dollars dans des initiatives culturelles et communautaires afin de célébrer le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien. Ces initiatives, déployées à la grandeur de la province, ont permis de rassembler les communautés, de valoriser la langue française et de souligner l'importance de ce symbole identitaire en Ontario.

Au plan international, en 2025, l'Ontario a signé une entente de collaboration avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France, de même que des déclarations communes de collaboration avec la Louisiane et la Nouvelle-Écosse. Ces partenariats favorisent le développement de liens durables et soutiennent l'ouverture de nouvelles possibilités d'échanges économiques, culturels et institutionnels entre communautés francophones. Ces initiatives et ces efforts permettent à la francophonie ontarienne de continuer à pleinement s'intégrer aux priorités économiques et sociales de la province. ■



Mobilisation franco 2025 a réuni plus de 200 participantes et participants de partout au pays.

Le Québec renouvelle son engagement envers la francophonie canadienne

Au cours de la dernière année, le gouvernement du Québec a poursuivi activement son engagement en matière de francophonie canadienne.

Tout d'abord, en mai 2025, le Québec a renouvelé son Plan d'action en francophonie canadienne pour la période 2025-2028. Ce nouveau plan s'appuie sur les résultats du précédent et vise à poursuivre les actions les plus structurantes, dont les suivantes :

- **Mobilisation franco** : les quatrième et cinquième éditions de Mobilisation franco, qui ont eu lieu à Montréal en mai 2025 et à Ottawa en mai 2026, ont chaque fois réuni plus de 200 participants et permis la tenue de plusieurs dizaines de rencontres entre des organisations du Québec et de la francophonie de partout au Canada.
- **Ententes intergouvernementales en francophonie canadienne** : l'année 2025-2026 a également été marquée par la signature d'ententes bilatérales de coopération intergouvernementale avec les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et de l'Île-du-Prince-Édouard.

- **PAFC** : le Programme d'appui à la francophonie canadienne continue de soutenir les partenariats entre les organismes québécois et ceux de la francophonie canadienne. En 2025-2026, le gouvernement du Québec a appuyé 129 projets, pour une contribution totalisant près de 2,3 M\$. Ces projets couvrent un large éventail de secteurs, notamment le développement économique, l'enseignement supérieur, la petite enfance, les médias et la culture. Le PAFC favorise ainsi un renforcement des collaborations et des liens entre les Québécois et les francophones d'ailleurs au Canada, tout en contribuant au rayonnement du français à l'échelle du Canada. ■

Nouveau-Brunswick

Semaine 2 - Découvertes à partager



JOUR 2: CUISINE

Suggestion: La poutine râpée

Pourquoi cette recette?

La poutine râpée est un incontournable dans plusieurs régions francophones du Nouveau-Brunswick. On la retrouve souvent autour de la table, lors d'événements, de soupers communautaires ou de rassemblements en famille.

Pour découvrir d'autres plats acadiens emblématiques, Tourisme Nouveau-Brunswick propose une sélection de 9 recettes traditionnelles à essayer: [9 mets acadiens du Nouveau-Brunswick](#)



RECETTE:

Ingédients

• 10 lb de pommes de terre
• 1 thé de sel

Étapes

01 | Râper les pommes de terre crues.
02 | Égoutter la pulpe dans un linge.



Février Franco 2026 a réuni les employés autour d'activités de bilinguisme en ligne.

Février Franco : un mois de plaisir et de découvertes

En février, la communauté des employés du gouvernement du Nouveau-Brunswick s'est rassemblée autour de défis amusants pour célébrer les deux langues officielles. La première édition de Février Franco a été une belle occasion d'apprendre, de partager et de s'exprimer. Pendant tout le mois, les employés francophones et francophiles étaient invités à participer à des activités sur le bilinguisme en ligne. Chaque semaine, une activité était proposée :

- **Bingo linguistique** : chaque jour, les participants ont découvert un nouveau mot à noter sur leur carte. Cette activité simple et ludique a permis d'enrichir le vocabulaire tout en s'amusant.
- **Culture et communauté** : partages de chansons, de recettes et de films ont rythmé la semaine. En partageant leurs coups de cœur et leurs expériences, les participants ont renforcé leur sens de la communauté et mis en lumière la richesse de leurs deux cultures.
- **Pratique active** : des mots ou des maux? Pendant cette semaine, des discussions et des échanges ont été au cœur des activités, permettant à chacun d'apprendre des expressions populaires dans un contexte convivial.
- **Créativité en action** : La dernière semaine a été un festival de talents. Poèmes, dessins et messages inspirants ont révélé la créativité et la passion des participants, inspirant toute la communauté.

L'énergie et l'engagement de toutes et tous ont fait de Février Franco un véritable succès, avec un nombre total de 2 500 clics et de 4 000 visiteurs uniques. ■

Nouvelle-Écosse

Renforcer la présence du français dans l'espace public

Après les chantiers hors du commun de l'année précédente, la Nouvelle-Écosse concentre ses efforts, avec le soutien de l'entente Canada-Nouvelle-Écosse pour les services en français, sur la visibilité des communautés acadiennes et francophones et également sur la visibilité de l'offre de services gouvernementaux en français.

Une première initiative a permis la création, le renouvellement et l'installation de panneaux sur les autoroutes provinciales à proximité des régions acadiennes et francophones. Ces indications visuelles permettent la promotion des régions acadiennes et augmentent la visibilité de cette communauté. En lien avec le succès du Congrès mondial acadien 2024, ces 16 nouveaux panneaux mettent en valeur les communautés d'Argyle, Clare, Grand-Pré, Isle Madame, Chéticamp, Torbé, Pomquet et Chezzetcook. C'est grâce à une collaboration entre le ministère des Travaux publics, l'Office des affaires acadiennes et de la francophonie et la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse que ce projet a été mené à bout.

De plus, la Nouvelle-Écosse a travaillé avec des chercheurs sur la portée de l'offre active et de son impact sur le public. L'étude sur l'utilisation des services gouvernementaux de langue française (Deveau, Allard, Landry, 2010) avait mis en lumière l'importance d'offrir de façon proactive un service en français par l'entremise de signes visuels ou de formules d'accueil bilingues — le fameux « Hello / Bonjour! ». En effet, si une conversation est amorcée en utilisant les deux langues officielles, presque 7 répondants sur 10 (68 %) affirmaient qu'ils poursuivraient la conversation en français.

En partenariat avec l'Université Sainte-Anne et la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, nous avons pu reprendre les paramètres et les questions de l'étude de 2010 afin de pouvoir suivre l'évolution de l'offre active pour le public. En plus de mesurer l'évolution numérique de l'offre de services en français, la nouvelle collecte de données a permis également de cibler les expériences et perspectives des nouveaux arrivants. Plus de 1 000 questionnaires ont été compilés. Les formulaires, disponibles dans les deux langues officielles, furent disponibles en ligne et en papier. Des personnes-ressources dans les communautés traditionnellement rurales furent également mobilisées pour aider les gens à répondre (notamment les personnes âgées). L'échantillon statistique permet ainsi des conclusions représentatives. Les résultats initiaux indiquent que :

- L'offre active est un levier clé qui améliore à la fois la sécurité linguistique et la qualité globale des services offerts.
- La probabilité d'utiliser des services gouvernementaux en français à l'oral lorsqu'une offre active est faite a légèrement augmenté à 72 % (7 personnes sur 10).
- L'offre active de services en français renforce la confiance et l'accessibilité, et ce, indépendamment de l'accent du fournisseur ou du niveau de compétence linguistique du personnel. ■

Manitoba

Des avancées concrètes pour la francophonie manitobaine

Depuis l'an dernier, le Manitoba a continué sur sa lancée pour devenir une province véritablement bilingue en organisant une grande consultation publique. Par le biais d'un sondage en ligne, ainsi que de séances de consultation tenues virtuellement et en personne à Winnipeg et en régions rurales, le gouvernement a recueilli l'avis d'environ 2 000 personnes – anglophones, francophones et bilingues. Les résultats de la consultation ont été dévoilés par le ministre Glen Simard le 20 mars 2026 à St-Pierre-Jolys et le gouvernement prépare désormais une stratégie sur le bilinguisme sous l'égide du Conseil consultatif des affaires francophones.

En janvier 2026, la province a ouvert son premier centre de services juridiques en français, qui rassemble l'association des juristes francophones, des organismes communautaires et le ministère de la Justice, afin d'appuyer l'accès à la justice aux individus et aux familles francophones.

L'initiative de type « colocation » héberge des employés communautaires et gouvernementaux pour fournir les services de justice dont les clients ont besoin sous un même toit.

En éducation, le gouvernement du Manitoba a annoncé l'ouverture de deux écoles de la Division scolaire franco-manitobaine (à Saint-Boniface et à Brandon).

En diplomatie, la province a soumis officiellement sa demande pour rejoindre l'Organisation internationale de la Francophonie comme membre observateur, et une délégation du Groupe des Ambassadeurs et Ambassadrices francophones à Ottawa a pu découvrir la vitalité de la francophonie manitobaine lors d'une visite officielle en avril 2026. ■

Territoires du Nord-Ouest

Le GTNO a publié les résultats de l'audit de conformité portant sur les services de soins primaires en français

En avril 2026, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) a publié les résultats d'un audit de conformité portant sur les services de soins primaires en français, afin de respecter son engagement visant à améliorer les programmes de services de santé et de services sociaux.

Tout au long de l'année 2024, l'audit réalisé par un tiers s'est principalement concentré sur les établissements de soins primaires à Yellowknife, à Hay River et à Fort Smith, trois des collectivités où on trouve une forte demande de services en français. La portée de l'audit a été établie de concert avec la Fédération franco-ténoise, l'organisme qui agit comme porte-parole de la francophonie dans le territoire.

L'équipe chargée de l'audit a répertorié des pistes d'amélioration et a formulé quatre recommandations sur la capacité de l'effectif, la clarté

entourant la prestation des services, les mécanismes de rétroaction et la formation du personnel de première ligne.

Pour y donner suite, le GTNO a prévu d'adopter plusieurs mesures ciblées et certaines sont déjà en cours d'application, notamment :

- Renforcer les stratégies de recrutement visant l'embauche de professionnels de la santé francophones en misant sur des partenariats ciblés et l'affichage de postes.
- Lancer une campagne d'information sur les concepts d'offre active et de prestation de services de santé en français.
- Améliorer la formation, les protocoles et les outils proposés au personnel de première ligne pour les aider à fournir des services en français dans diverses situations.

Le GTNO a commandé un deuxième audit pour 2026-2027. L'exercice, dont le sujet doit être déterminé prochainement, soutiendra l'engagement continu du gouvernement en faveur de la transparence, de la responsabilité et de l'amélioration continue des services et des communications en français. ■



De gauche à droite : l'honorable Niki Sharma, procureure générale; Jean-Benoît Deschamps, lauréat du Prix de leadership en francophonie 2026; l'honorable Nina Krieger, ministre de la Sécurité publique et sollicitrice générale; l'honorable Adrian Dix, ministre de l'Énergie et des Solutions climatiques et ministre responsable des Affaires francophones.

Une distinction qui témoigne des progrès réalisés

En mars 2026, la fonction publique de la Colombie-Britannique a célébré la Journée internationale de la francophonie en reconnaissant la présence dynamique de la langue et des cultures françaises à travers la province. En 2026 également, le tout premier Prix de leadership en francophonie a été introduit pour souligner les contributions exceptionnelles aux services francophones au sein de la fonction publique de la Colombie-Britannique.

Le récipiendaire du prix est la Branche des poursuites bilingues du ministère du Procureur général, dirigée par Jean-Benoît Deschamps, qui s'assure que les francophones en Colombie-Britannique puissent pleinement exercer leurs droits constitutionnels devant les tribunaux, et d'améliorer l'accès à la justice en français. Ce travail fait une réelle différence pour les individus et les familles qui comptent sur les procédures en français pour comprendre et participer au processus judiciaire.

Cette reconnaissance reflète des progrès plus larges suite à l'introduction, en 2024, de la Politique en matière de services en français de la Colombie-Britannique, qui vise à renforcer la capacité du gouvernement à servir les francophones à travers la province et à approfondir l'engagement auprès des résidents francophones, en veillant à ce que leurs besoins soient mieux reflétés dans les programmes, politiques et services, selon les ressources disponibles. ■

Île-du-Prince-Édouard

Dialogue, reconnaissance et soutien en action

Depuis l'adoption de la *Loi sur les services en français*, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard s'est efforcé de respecter son engagement de soutenir la communauté acadienne et francophone et de préserver la langue française à l'Île-du-Prince-Édouard pour les générations futures. En 2025-2026, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a poursuivi ce travail au moyen d'actions axées sur le dialogue, la reconnaissance et le soutien.

- **Favoriser le dialogue** – Le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF) a mené des consultations publiques, notamment au moyen d'un sondage et de groupes de discussion, afin de disposer d'informations à jour sur les priorités de la communauté. Les résultats, qui ont été présentés au ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones, seront communiqués aux institutions gouvernementales afin de les aider à orienter leur planification annuelle dans le cadre de la *Loi sur les services en français*.
- **Promouvoir la reconnaissance** – Le 18 août 2025, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a proclamé le mois d'août « Mois du patrimoine acadien ». Dans le cadre de cette initiative, des consultations menées auprès d'acteurs clés ont servi à l'élaboration d'un programme de financement communautaire aligné sur cette proclamation.
- **Offrir du soutien** – L'Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard en matière de francophonie canadienne a été signé en novembre 2025. Dans le cadre de cet accord, l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec versent chacun 40 000 \$ par année à des initiatives communautaires, comme la planification stratégique du Salon du livre francophone ou la mise sur pied d'une exposition d'art interactive qui a fait le tour des six régions acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard.

Ensemble, ces mesures témoignent de l'engagement continu du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard à être à l'écoute de la communauté acadienne et francophone, à reconnaître ses contributions essentielles et à soutenir son développement continu. ■

Yukon

Meilleur accès, meilleure expérience

Le gouvernement du Yukon continue de concrétiser son engagement à améliorer l'accès à l'information et aux services bilingues et à rehausser la satisfaction des Yukonnaïses et des Yukonnais à leur égard.

Cadre stratégique

Il y a un an, le gouvernement du Yukon lançait son Cadre stratégique sur les services en français (2025-2028), le plus complet à ce jour. Son objectif est clair : améliorer l'accès aux services en français et la satisfaction de la population à leur égard.

Le cadre stratégique s'articule autour de quatre axes : la prestation uniforme et continue de services aux points de service prioritaires les plus achalandés, la sensibilisation au sujet des services qui existent, le renforcement de la capacité bilingue au sein de la fonction publique et le soutien d'une communauté francophone dynamique.

Le cadre s'appuie sur les commentaires recueillis lors d'une consultation publique qui s'est tenue au printemps 2025 et issus de la Table de gouvernance de la Franco-Yukonnie. Il définit la voie à suivre pour offrir des services en français plus accessibles, plus visibles et mieux adaptés aux besoins des usagers.

Pour en savoir plus sur le cadre stratégique : [Le gouvernement du Yukon publie son Cadre stratégique sur les services en français 2025-2028 | Yukon.ca](#)

Mécanisme de résolution des plaintes

Le 1^{er} juin 2026 a eu lieu le pré-lancement d'un mécanisme de résolution des plaintes pour les services et les communications en français. Une campagne de promotion destinée au public est prévue pour l'automne.

Le nouveau formulaire en ligne permet aux Yukonnaïses et aux Yukonnais d'exprimer plus facilement leurs préoccupations au sujet des services en français grâce à un processus transparent et uniforme. Ce mécanisme servira à cerner les lacunes en matière de services, à assurer le suivi des plaintes et la coordination des ressources nécessaires à leur gestion, et à favoriser les améliorations continues dans l'ensemble de la fonction publique.

Cette mise en œuvre, qui s'aligne sur les priorités mises de l'avant dans le Cadre stratégique sur les services en français 2025-2028, répond à une demande de longue date de la communauté francophone.

Formulaire du mécanisme de résolution des plaintes : yukon.ca/fr/depot-dune-plainte-propos-des-services-en-francais.

Alberta

L'Alberta célèbre l'Année de la francophonie et renforce son offre de services en français

Afin de reconnaître les contributions importantes des francophones au tissu culturel, social et économique de la province, le gouvernement de l'Alberta a déclaré l'année 2026 Année de la francophonie albertaine. Cette annonce s'inscrit dans les progrès réalisés par l'Alberta pour la mise en œuvre continue de sa Politique en matière de francophonie. Cette politique oriente les mesures à prendre pour améliorer l'accès à des services en français et pour soutenir la croissance et la vitalité des communautés francophones de la province.

Par ailleurs, certains secteurs clés continuent d'enregistrer des progrès. En santé, l'accès aux services en français s'est accru, notamment grâce à l'ouverture des cliniques mobiles Saint-Thomas et à l'élargissement de l'offre de services d'interprétation. En éducation, des progrès se sont reflétés dans l'offre de plus de 1 100 ressources pédagogiques en français dans les écoles.

Sur le plan culturel, le Musée royal de l'Alberta a inauguré l'exposition *Chez nous : la francophonie de l'Alberta* (mars 2026 à mai 2027), la première exposition consacrée entièrement à la francophonie albertaine.

La fonction publique continue de renforcer sa capacité à offrir des services en français, notamment grâce au lancement d'un programme de formation en cinq modules sur la Politique en matière de francophonie, ainsi qu'à la mise en ligne d'un nouvel outil qui appuie la cohérence et la coordination des ministères dans l'offre de services en français destinés à la population albertaine.

Ensemble, ces initiatives contribuent à améliorer l'accès aux services en français et à soutenir une population francophone en croissance partout en Alberta. ■

Saskatchewan

Initiatives pour la mise en œuvre de la Politique de services en français

Un des objectifs de la Politique de services en français du gouvernement de la Saskatchewan est de favoriser, autant que possible, la communication dans la langue officielle choisie par le client. La Direction des affaires francophones met en œuvre plusieurs initiatives qui contribuent à cet objectif, notamment :

- Le financement des cours de français offerts aux fonctionnaires permet à de nombreux employés du gouvernement de suivre ces cours et d'améliorer ainsi leur capacité à communiquer en français. En 2025-2026, la participation à ces cours a augmenté de 32 % par rapport à l'année précédente.

- L'organisation de séances mensuelles de conversation en français, une nouvelle initiative visant à offrir des occasions concrètes de s'exercer à s'exprimer en français et de renforcer la confiance en soi.
- Le sondage biennal sur les capacités linguistiques des employés du gouvernement, ainsi que l'aide régulière apportée par les champions des services en français, permettent de maintenir et de mettre à jour un répertoire en ligne recensant les points de service où le public peut être servi en français.

Ces initiatives visent à renforcer l'offre de services en français et à améliorer l'expérience des citoyens en leur permettant de communiquer en français dans la mesure du possible. ■

Terre-Neuve-et-Labrador

Un nouvel élan pour l'enseignement postsecondaire en français

En janvier 2023, la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) a constitué une table ronde sur l'enseignement postsecondaire en français. Ce groupe réunit des représentants des organismes communautaires francophones de la province, de l'Université Memorial, du College of the North Atlantic et du gouvernement provincial afin de préparer le terrain à l'élargissement des programmes postsecondaires en français dans cette province.

Au début de 2026, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a accordé à la FFTNL environ 410 000 \$ dans le cadre d'une entente de Partenariats pour le marché du travail. Financé au titre de l'Entente Canada-Terre-Neuve-et-Labrador sur le développement du marché du travail, cet investissement couvre la période de mars 2026 à septembre 2028. Il appuiera la création d'un poste de coordonnateur de l'enseignement postsecondaire et de la formation continue en français visant à renforcer et à améliorer l'accès aux études postsecondaires en français.

Cette fonction aidera également à surmonter des enjeux importants, notamment ceux qui ont trait à la reconnaissance des titres de compétences, à l'accès à la certification linguistique et aux lacunes dans le

soutien coordonné à la communauté francophone, et facilitera l'intégration dans un marché du travail bilingue.

Le coordonnateur jouera un rôle important dans le soutien aux francophones qui entrent sur le marché du travail; il aidera à augmenter l'offre de professionnels bilingues qualifiés qui doit permettre de répondre à la demande des employeurs et de contribuer à la vitalité économique et sociale de la province.

Les partenaires de cette entente de Partenariats pour le marché du travail sont l'Université Memorial, le College of the North Atlantic, la FFTNL et Horizon TNL. ■

Nunavut

Uqausivut 2.0 : le Nunavut poursuit ses efforts

Au cours de l'exercice 2025-2026, le gouvernement du Nunavut a finalisé la première révision statutaire des lois territoriales sur les langues, soit la *Loi de protection de l'Inuktitut* et la *Loi sur les langues officielles*, qui reconnaissent l'anglais, le français et l'Inuktitut comme langues officielles du territoire, jouissant d'un statut égal. Ce processus de révision a permis de renforcer certaines dispositions relatives aux pouvoirs d'enquête et aux mécanismes de coopération et de reddition de comptes du Commissaire aux langues, de consolider les responsabilités ministérielles en matière de promotion linguistique, et de supprimer diverses redondances législatives.

L'évaluation du plan stratégique sur les langues *Uqausivut 2.0* a été amorcée; un premier rapport a été produit, formulant vingt recommandations. Une réforme organisationnelle visant le renforcement de la branche des langues a été approuvée, entraînant la création d'un poste de sous-ministre adjoint ainsi que d'une nouvelle division chargée de la mise en œuvre des responsabilités linguistiques.

Les financements communautaires ont été reconduits, permettant de soutenir vingt initiatives dont les projets débiteront en 2026-2027. ■

Conseil des ministres
sur la francophonie
canadienne



Ministers' Council
on the Canadian
Francophonie

Ontario

Québec

New Brunswick
CANADA

NOVA SCOTIA
NOUVELLE-ÉCOSSE

Manitoba

Government of
Northwest Territories
Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Île-du-Prince-Édouard
CANADA

Yukon

Alberta
Gouvernement

Saskatchewan

Terre-Neuve
Labrador

Nunavut

Canada